

LIRE EN PAGE

- 2. — Une déclaration de M. Masmoudi, Ph. Herrman.
  - 3. — Les députés et l'attitude de l'U.N.E.P., A. Ballet.
  - 4. — Au Congo belge, P. de Vos.
  - 5. — En Andorre, E. Mammou.
  - 12. — Le départ du Tour, J. Castéra.
  - 13. — Le e karting », M. Legris.
  - 15. — La censure des films.
  - 16. — Le désarmement, J. Schwebel.
- Dans « Le Monde économique et financier » :
- La concentration industrielle dans l'Europe des Six, G. Mathieu. — La société de type européen, R.-A. Lacan.

# Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX'. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY.

LE NUMÉRO: 30 fr.  
0,30 NF

Algérie (messageries-avion): 35 fr. - 0,35 NF  
Maroc: 40 francs marocains; Tunisie: 35 fr.  
Italie: 40 L.; Belgique-Luxembourg: 3 fr.  
Espagne: 3,50 pes.; Allemagne: 0,60 DM.  
Grande-Bretagne: 8 d.; Pays-Bas: 0,30 fr.  
Portugal: 3 escudos; Suisse: 0,30 franc.

Tarif des abonnements à l'intérieur.

COMPTE CHEQUE POSTAL: PARIS N° 4207-23

Adresse télégraphique: JOURMONDE-PARIS  
TAL. PRO. 81-29; TAL. 78-50

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Naissance de l'Etat congolais

Après bien des heures dramatiques le Congo belge a vécu vendredi une journée que l'on peut qualifier de faste. En vingt-quatre heures les deux Chambres accordaient l'investiture au gouvernement constitué jeudi soir par M. Patrice Lumumba, et la majorité recueillie par le nouveau cabinet au Sénat était beaucoup plus large qu'à la Chambre des représentants (50 voix contre 12 et 8 abstentions). Ensuite les ministres prêtèrent serment devant le Parlement réuni, cérémonie que suivit sans désemparer l'élection du premier chef de l'Etat. Il n'est pas encore permis de parler de président de la République, puisque l'Assemblée constituante n'a pas fixé la forme du nouvel Etat.

L'élection de M. Joseph Kasavubu, président de l'Abako (alliance nationaliste des Bacongos, louté-puissante dans la région de Léopoldville), acquiesça dès le premier tour de scrutin par 159 voix contre 42 à M. Bokongo, leader du Parti de l'unité nationale africain (F.U.N.A.), a été accueillie à Léopoldville et à Bruxelles avec soulagement. Jusqu'au dernier moment en effet on avait redouté que des obstacles insurmontables n'empêchent de parvenir à cette solution, considérée pourtant depuis longtemps comme la meilleure. M. Bokongo ne passait-il pas pour le candidat de M. Lumumba, leader du Mouvement national congolais, dont la rivalité avec M. Kasavubu avait longtemps retardé la formation du gouvernement ? Mais le ralliement de M. Kasavubu à la formule gouvernementale mise au point par M. Lumumba et l'entrée de représentants de l'Abako dans le cabinet permettaient d'espérer que le leader du M.N.C. témoignait de sa bonne volonté à l'égard de M. Kasavubu, et c'est effectivement l'attitude qu'il adopta dès vendredi matin.

Ainsi, après deux semaines de manœuvres et de retournements souvent pathétiques, les deux hommes politiques les plus en vue de l'Afrique belge ont su surmonter leurs divergences et se partager les responsabilités essentielles. Les modalités de ce partage manifestent le souci des députés et des sénateurs congolais de ne pas voir leur pays éclater en mille morceaux. Le champion de cette unité, Patrice Lumumba, dirigera le cabinet. Et le chef de file des fédéralistes, M. Kasavubu, occupant la plus haute charge de l'Etat, devra mettre en pratique la formule de « fédéralisme au sein d'un Congo unitaire » dont il s'est réclamé.

Le fait que la riche province du Katanga soit représentée au gouvernement par la Conakat (parti de M. Tsimbe) et la Balubakat (tribu Baluba), et les bouches du Congo par l'Abako, facilitera la lutte contre les tendances centrifuges et devrait permettre le maintien au sein de l'Etat congolais des six provinces actuelles et de celles qui seraient éventuellement instaurées par la nouvelle Constitution.

Dans l'immédiat la proclamation de l'indépendance et la passation des pouvoirs pourront se dérouler dans les conditions prévues par la Constitution provisoire. Des divergences ont eu lieu à Léopoldville, où les partisans de M. Kasavubu, qui avaient lancé un mouvement de grève, ont repris le travail.

Avant même la proclamation de l'indépendance, prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet, M. Kasavubu, premier ministre de la République du Ghana, a reconnu samedi matin le nouvel Etat et présenté à M. Lumumba ses félicitations. Parmi les nombreuses délégations étrangères attendues à Léopoldville, figurent une délégation française, qui sera dirigée par M. Jaquetin; une délégation américaine, conduite par M. Robert Murphy; et une délégation soviétique. L'Est et l'Ouest réunis salueront ainsi la naissance de la nouvelle nation africaine.

### Le scrutin

Léopoldville, 25 juin (A.F.P.). — Au cours du scrutin pour l'élection du chef de l'Etat congolais, ont obtenu: M. Kasavubu (Abako), 159 voix; élu: M. Jean Bokongo, 43 voix; bulletins nuls, 11. Il y avait 213 votants.

## Arrivés à Orly en début d'après-midi de samedi LES DEUX ÉMISSAIRES DU « G.P.R.A. » MM. Ahmed Boumendjel et Ben Yahia VONT PRÉPARER LE VOYAGE DE M. FERHAT ABBAS ILS ONT ÉTÉ CONDUITS A MELUN EN HÉLICOPTÈRE

Les deux émissaires du « G.P.R.A. », M<sup>rs</sup> Ahmed Boumendjel et Mohammed Ben Yahia, accompagnés d'un secrétaire, sont arrivés samedi à 13 h. 37 à Orly. Ils avaient fait route depuis Tunis à bord d'un avion régulier de la ligne Tunis-Air.

L'appareil ayant atterri en bout de piste, les délégués ont aussitôt pris place dans deux hélicoptères Alouette qui se sont envolés en

direction du sud, sans que les nombreux journalistes qui les attendaient aient pu s'entretenir avec eux.

Les envoyés du « G.P.R.A. » prévoient que leur séjour en France durera trois jours. Leur mission a été définie, du côté F.L.N., comme purement technique: il s'agirait simplement d'arrêter les conditions dans lesquelles M.

Ferhat Abbas et ses collègues seraient reçus en France. Mais M<sup>r</sup> Ahmed Boumendjel a parlé du « redoutable honneur de prendre contact avec le gouvernement français », et il est à penser qu'avant de s'établir un simple accord sur les conditions d'acheminement et d'installation de M. Ferhat Abbas et des autres membres de la délégation F.L.N., suscitera des discussions.

### A Alger où l'on ne perçoit aucun signe d'agitation

### Les dirigeants du Front de l'Algérie française souhaitent que les départs en vacances soient retardés

De notre envoyé spécial JEAN-MARC THEOLLEIRE

Alger, 25 juin. — La nouvelle du départ pour la France de MM. Boumendjel et Ben Yahia n'a rien changé à la physionomie d'une ville qui semble apaisée que l'on puisse la considérer comme un bûcher de poudre permanente.

Les rues se sont vidées samedi matin comme au début de chaque week-end. Et si le service d'ordre est toujours présent, on le dirait plus qu'on ne le voit. Le climat n'est pas à la fête, et rien n'est fait qui puisse la provoquer.

Nous sommes allés ce samedi matin prendre les températures au bureau de la permanence du Front de l'Algérie française qui continue d'enregistrer des adhésions. La physionomie était la même que les autres jours et les conversations demeurent celles du premier jour: pas de tracts, pas de réunions ni de déclarations des leaders. De temps en temps un communiqué pour rappeler les intentions du mouvement comme celui qui est publié ce matin et qui dit: « A buts nobles, position claire. Le Front de l'Algérie française rappelle que la formule « Algérie française » ne saurait s'accompagner des équivoques que lui prêtent et entretiennent parfois des éléments mal intentionnés ou insuffisamment informés. »

Le premier objectif de MM. Boumendjel et Ben Yahia sera de « passer » que le président du « G.P.R.A. » rencontrera effectivement le général de Gaulle. Le second sera vraisemblablement de créer un climat psychologique favorable aux pourparlers.

Il apparaît que M. Boumendjel et son compagnon viennent en France investis de la confiance de tous leurs collègues, qu'ils soient en liberté ou incarcérés. On peut relever à ce propos que M. Ben Yahia fut longtemps le plus proche collaborateur du Dr Lamine Debaghine, ancien « ministre des affaires étrangères », actuellement au Châir, et qui passe pour le dirigeant nationaliste le moins favorable à la procédure des pourparlers.

Au moment où s'amorce une négociation qui y est encore incertaine, Alger ne connaît aucun signe d'émotion particulière. Notre envoyé spécial, Jean-Marc Théollière signale que si « les esprits sont réellement préoccupés par la situation, ce qui est normal, ils ne laissent pas voir que ce calme précède la tempête ». Le Front de l'Algérie française continue d'enregistrer de nombreuses adhésions.

### M<sup>r</sup> Boumendjel: nous nous considérons comme les invités d'honneur du général de Gaulle

« Notre mission est de rendre compte de notre voyage au général de Gaulle, dont nous sommes chargés d'apprécier l'esprit et le contenu. »

Quant à la mission dont il est chargé, M<sup>r</sup> Boumendjel a dit: « Nous sommes chargés d'assurer la venue de la délégation algérienne. Notre mission est de rendre compte de notre voyage au général de Gaulle, dont nous sommes chargés d'apprécier l'esprit et le contenu. »

### L'ATTERRISSEMENT

### A L'AÉRODROME D'ORLY A LA PRÉFECTURE DE MELUN

Trente passagers, dont deux policiers tunisiens en civil, avaient pris place à bord de l'avion où se trouvaient M<sup>rs</sup> Boumendjel et Yahia. L'appareil était entièrement français.

### Un retard de 30 minutes

A l'arrivée le steward engagea les passagers. « A l'exception des plénipotentiaires », à quitter l'appareil, où montait M. Suel, du cabinet de M. Moris.

Après un bref entretien avec M. Suel, M. Boumendjel et ses compagnons sont montés à bord de deux hélicoptères « Alouette » portant les insignes de la protection civile. Apparaissant une large enveloppe, dont on ignore le contenu, leur avait été remise.

L'appareil de Tunis Air avait subi un retard de trente minutes environ, un des quatre moteurs étant tombé en panne au-dessus de la Méditerranée.

### AU JOUR LE JOUR

### Est-ce que les artichauts...

Est-ce que les artichauts seraient de légumes-pilotes à notre économie ? Ces ventes choc du producteur au consommateur ont un petit côté révolutionnaire qui séduisent nos tempéraments français.

Ne pourrions-nous étendre le procédé, par exemple, au journalisme ? J'ai ouï-dire que les journalistes, accablés des journaux japonais actuels, étaient rédigés, transcrits, puis vendus à la criée par les journalistes eux-mêmes. C'est là une saine pratique à laquelle il serait bon de recourir.

En ce qui concerne la vie politique, on pourrait assimiler le régime des partis à celui des intermédiaires et souhaiter que les politiciens vendent eux-mêmes leur salade au coin des rues. Malheureusement cela risque de conduire à une économie de troc, et le craint fort, que, mis trop directement au contact du producteur, le consommateur n'ait la tentation d'utiliser la tomate trop mûre comme monnaie d'échange.

ROBERT ENCAPIT.

## L'INDEPENDANCE DE MADAGASCAR EST PROCLAMEE DIMANCHE

Au lendemain de la signature entre la France et le Mali d'accords de coopération au sein de la Communauté, la démarche faite par les quatre chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Entente en vue d'obtenir au début du mois d'août leur souveraineté extérieure, Madagascar proclame dimanche une indépendance qui lui est reconnue par les conventions paraphées le 4 avril à Paris entre les gouvernements français et malgaches.

La délégation française, conduite par MM. Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec la Communauté, et Foccart, secrétaire général de cet organisme, était attendue samedi dans la capitale, pavée aux couleurs du nouvel Etat et de la

Communauté. Parmi les premiers témoignages de sympathie reçus par les dirigeants malgaches, on relève un message du souverain pontife.

Selon une dépêche du bureau de l'A.F.P. à Tananarive on prévoit que les élections législatives malgaches auront lieu dans la première quinzaine de septembre, le gouvernement désirant procéder à cette consultation avant de poser la candidature de Madagascar à l'O.N.U.

Au moment où la Grande Ile s'appareille à affronter les responsabilités qu'implique l'indépendance, notre collaborateur Philippe Decraene a pu examiner sur place les problèmes de défense que soulève pour Madagascar sa situation stratégique dans l'Océan Indien.

## Face à l'expansion asiatique, la souveraineté de la Grande Ile comporte des impératifs de défense commune

Tomatoire, ... Juin. — Depuis que l'arrivée à Madagascar s'effectue par voie aérienne ou par mer de l'Inde, le voyageur néglige Tomatoire. C'est pourtant ce port oriental que l'île est reliée à une Asie souvent méfiante, parfois hostile.

Trois milliers de Chinois et un millier d'Indiens animent une cité grouillante qui, grâce à la ténacité des Réunionnais installés depuis deux siècles, est devenue, au début de ce siècle, la principale porte de Madagascar sur la mer.

En 1905, 453 Chinois étaient établis à Madagascar: ils sont aujourd'hui près de 8 000, sans parler des métis. Jusque dans les villages les plus reculés ils vivent avec et comme les paysans, se marient avec les filles du pays, achètent les produits du cru, vendent des marchandises importées.

Dans deux écoles de Tomatoire un missionnaire résigné de Chine instruit quelques catéchumènes. Mais les colons belges restent une infime minorité parmi les Chinois. Fidèles ou cultes des ancêtres, ils trouvent dans cette pratique un point de contact avec une partie de la population malgache. Dans leurs échoppes ils parlent beaucoup plus volontiers malgache que français.

Les Indiens, environ deux fois plus nombreux, sont plus réduits. Ils occupent en fait des situations sociales plus élevées et, contrairement aux Chinois, adoptent des positions poli-

tiques. Commerçants ou artisans, négociants ou industriels, ils se sont souvent enrichis. Les planteurs se sont généralement fixés sur le côté ouest, ils sont en majorité musulmans, et la mosquée des Imadistes est, avec le palais de la Reine, un des monuments les plus importants de Tananarive.

Comme à l'île Maurice, les Indiens sont entrés dans les politiques. Mais, tandis qu'à Port-Louis ils cautionnent les revendications des progressistes, ils soutiennent fidèlement le gouvernement central, ce qui n'empêche pas les partis politiques malgaches d'être quasi unanimes à dénoncer « le menace asiatique ». Seul les dirigeants de l'A.K.F.M. (part ultranationaliste) osent que la dénonciation du « péril jaune » recouvre en réalité la crainte du communisme.

L'océan Indien

Le sous-peuplement du continent africain attire traditionnellement les masses asiatiques. Comme les Chinois avaient naguère colonisé l'Inde et l'Inde du Sud-Est, les Indiens envahissent l'Afrique orientale. Quatre siècles après la bataille de Dip (1) l'unité de l'Océan Indien est en voie de reconstitution. Ancienne mer britannique, l'Océan tend à redevenir

un lac indien de ses rives occidentales à ses rives orientales, de Mozambique à Malacca, des archipels de la Sonde aux îles Mascariques. La Birmanie, la Malaisie et Ceylan ont absorbé leur contingent d'émigrants, les gouvernements de Karachi et de New-Delhi songent désormais aux espaces océaniques.

Les navigateurs indiens avaient tiré depuis longtemps profit de la fois du peuplement et à l'histoire de toute la France orientale de l'Afrique, du cap Gardafui au cap de Bonne-Espérance. Ils redécouvrent aujourd'hui vers l'Est, et ce n'est pas sans surprise que l'on remarque dans les petites villes côtières de nombreux temples brahmaniques, à l'ombre desquels déambulent paisiblement des vaches sacrées. Sur 600 000 habitants, l'île Maurice comptait 400 000 Indiens, descendants de journalistes agricoles venus de dix-huitième siècle travailler sur les champs de canne à sucre.

(Lire la suite en 2<sup>e</sup> page, 4<sup>e</sup> colonne.)

(1) En 1500 la bataille navale de Diu ruina l'économie maritime de l'Asie, ouvrit la voie à l'expansion européenne vers l'Inde-Orient, détourna la route des Indes d'Alexandrie vers l'Inde.

## COGNAC A L'EAU



### Bisquit

